NIORT

Pôle Cadre de Vie Aménagement Urbain
Direction de l'Espace Public
Service Organisation du Domaine Public

REPUBLIQUE FRANÇAISE

DEPARTEMENT DES DEUX-SEVRES

VILLE DE NIORT

ARRÊTÉ TEMPORAIRE N°26_AT_2519
PORTANT RÉGLEMENTATION DU STATIONNEMENT

AVENUE DE PARIS (D648)

DU 19/11/2026 AU 20/11/2026

Le Maire de la Ville de Niort,
Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6 ;
Vu le Code de la route et notamment l'article R. 417-11 ;
Vu le Code Pénal et en particulier l'article R. 610-5 ;
Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription ;
Vu le règlement de voirie communale en vigueur à la date du 26/06/2023 ;
Vu l'arrêté n° 2026-282 en date du 24/03/2026 portant délégation de signature à Monsieur Dominique SIX ;
Vu la demande en date du 20/11/2026 émise par SARL BOUIN BATIMENT demeurant 20 CHEMIN DE CASSOT 79370 AIGONDIGNE MOUGON représentée par Monsieur Stéphane DARRIBEREGABE aux fins d'obtenir un arrêté de réglementation du stationnement ;
Vu l'arrêté n°26_AT_2473 en date du 17/11/2026, portant réglementation de la circulation, le 19/11/2026, du 170 au 172 AVENUE DE PARIS (D648) ;
Considérant que la réalisation de travaux (Chantiers hors domaine public / Ravalement de façade) rend nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée du stationnement, afin d'assurer la sécurité des usagers, du 19/11/2026 au 20/11/2026 AVENUE DE PARIS (D648) ;

ARRÊTE

Article 1

L'arrêté n°26_AT_2473 en date du 17/11/2026, portant réglementation de la circulation du 170 au 172 AVENUE DE PARIS (D648), est abrogé.

Article 2 - Mesures temporaires de circulation et de stationnement

À compter du 19/11/2026 et jusqu'au 20/11/2026, le stationnement des véhicules est interdit entre 8h00 et 16h00 du 170 au 172 AVENUE DE PARIS (D648) sur les cases à durée limitée. Par dérogation, cette disposition ne s'applique pas aux véhicules de l'entreprise exécutant les travaux. Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédents est considéré comme très gênant au sens de l'article R. 417-11 du code de la route.

Article 3 - Mise en place de la signalisation réglementaire

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le demandeur, SARL BOUIN BATIMENT.

Stationnement interdit

Le demandeur, SARL BOUIN BATIMENT, est tenu de mettre en place, à ses frais et sous sa responsabilité, une signalisation temporaire destinée à avertir les usagers sur les modifications momentanées de stationnement, dans un délai minimum de 7 jours avant commencement des travaux. A cet effet, un panneau de type B8a1 « stationnement interdit » doit être installé devant chaque case neutralisée et/ou au droit de la zone d'intervention. La signalisation temporaire doit être enlevée dès lors que son utilité cesse.

Article 4 - Responsabilité

L'entreprise exécutant les travaux demeure responsable de tous accidents ou dommages susceptibles de se produire du fait des travaux et dont les causes pourraient lui être imputables.

Article 5 - Sanctions en cas d'infraction

Toute infraction au présent arrêté est constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 6 - Voie de recours

Le présent arrêté peut être déféré devant le tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans les mêmes conditions de délai.

Article 7 - Exécution et publication du présent arrêté

Le Maire de la Ville de Niort est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur, sur place et en mairie.

Pour le Maire de Niort,
Le 1er Adjoint au Maire

19 NOV. 2026

MAIRIE DE NIORT
DEUX-SÈVRES

Dominique SIX

DIFFUSION:

- *SARL BOUIN BATIMENT*

Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.